

ISIT

39 bis rue d'Assas

75006 PARIS

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2023



+33 (0)1 30 21 30 18 | 12, rue Portalis, 75008 PARIS – France

SOLAES.FR

RICHEMONT CAPERAA AUDIT Sas de Commissariat aux comptes

Compagnie de Paris - Capital 80 000 € - RCS Paris B 481 805 240



ASSOCIATION ISIT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2023

Aux membres de l'association ISIT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ISIT relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.





Le règlement ANC 2018-06 est applicable aux associations. L'article 142-9 de ce règlement définit les concours publics ainsi que les règles de comptabilisations spécifiques relatives à ces concours publics.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la correcte application du règlement comptable ANC 2018-06 en matière de concours publics et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.





Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 29 janvier 2024

Michel BROSSEAU
Commissaire aux comptes,
Inscrit auprès de la compagnie
Régionale de Versailles

Signé électroniquement le 29/01/2024 par
Michel Brosseau



ETATS FINANCIERS

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/08/2023 12			Exercice N-1 31/08/2022	Ecart N/N-1	
		Brut	Amortiss. et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	313 956	277 572	36 384	1 460	34 924	2 392,88
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	841 750	-	841 750	841 750	-	-
	Constructions	702 750	504 750	198 000	222 750	- 24 750	- 11,11
	Installations techniques Matériel et outillage	6 340 043	3 918 680	2 421 362	2 711 585	- 290 222	- 10,70
	Immobilisations corporelles en cours	-		-	25 270	- 25 270	- 100,00
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	<i>Participations et Créances rattachées</i>						
	<i>Autres titres immobilisés</i>						
	<i>Prêts</i>						
	<i>Autres</i>	250 147		250 147	231 697	18 449	7,96
Total I		8 448 645	4 701 002	3 747 642	4 034 511	- 286 868	- 7,11
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	919 012	202 530	716 483	348 267	368 215	105,73
	Créances reçues par legs ou donations			-		-	
	Autres	260 098		260 098	150 721	109 377	72,57
	Valeurs mobilières de placement	1 267 187		1 267 187	1 268 315	- 1 128	- 0,09
	Instruments de trésorerie			-		-	
	Disponibilités	1 581 563		1 581 563	2 255 616	- 674 053	- 29,88
	Charges constatées d'avance (2)	418 942		418 942	417 716	1 226	0,29
Total II		4 446 803	202 530	4 244 273	4 440 635	- 196 362	- 4,42
Comptes de régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		12 895 447	4 903 532	7 991 915	8 475 146	- 483 230	- 5,70

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/08/2023 12	Exercice N-1 31/08/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	3 761 207	3 882 111	- 120 903,81	- 3,11
	Réserves pour projet de l'entité	603 484	603 484	-	-
	Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	- 548 767	- 120 904	- 427 863	353,89
	Situation nette (sous total)	3 815 924	4 364 691	- 548 767	- 12,57
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	29 922	29 922		-
	Provisions réglementées				
	Total I	3 845 846	4 394 613	- 548 767	- 12,49
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés	4 082	4 082		-
	Total II	4 082	4 082	-	
PROVISIONS	Provisions pour risques	103 114	54 360	48 754	89,69
	Provisions pour charges	92 510	111 018	- 18 508	- 16,67
	Total III	195 623	165 377	30 246	18,29
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	538 525	655 702	- 117 178	- 17,87
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	568 898	518 206	50 692	9,78
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	355 220	377 208	- 21 988	- 5,83
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	445 342	300 690	144 653	48,11
	Avances et acomptes reçus	1 841 689	1 902 232	- 60 542	- 3,18
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	196 689	157 035	39 654	25,25
	Total IV	3 946 365	3 911 074	35 291	0,90
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 991 915	8 475 146	- 483 230	- 5,70

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/08/2023	Exercice N-1 31/08/2022	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	60	60	-	-
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	5 301 774	5 531 192	- 229 418	4,15
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	926 640	798 669	127 971	16,02
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	5 430	1 338	4 092	305,83
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18 508	45 302	- 26 794	59,14
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	56 549	48 445	8 104	16,73
Total I	6 308 960	6 425 004	- 116 045	1,81
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	2 800 073	2 489 863	310 211	12,46
Aides financières	201 988	239 430	- 37 442	15,64
Impôts, taxes et versements assimilés	74 150	85 462	- 11 312	13,24
Salaires et traitements	2 026 188	2 174 834	- 148 645	6,83
Charges sociales	903 950	917 640	- 13 691	1,49
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	412 339	408 583	3 756	0,92
Dotations aux provisions	174 807	17 577	157 230	894,52
Reports en fonds dédiés		-		
Autres charges	198 827	196 154	2 673	1,36
Total II	6 792 322	6 529 542	262 780	4,02
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	- 483 362	- 104 538	- 378 824	362,38

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/08/2023	Exercice N-1 31/08/2022	Ecart N/N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés	1 478	148	1 330	899,20
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	1 478	148	1 330	899,20
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées	5 499	5 593	- 94	- 1,68
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	5 499	5 593	- 94	- 1,68
2. Résultat financier (III-IV)	- 4 021	- 5 445	1 424	- 26,16
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	- 487 383	- 109 983	- 377 400	343,15
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion Sur opérations en capital	550	2 323	- 1 773	- 76,32
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	550	2 323	- 1 773	- 76,32
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion Sur opérations en capital	61 934	13 244	48 690	367,64
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	61 934	13 244	48 690	367,64
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	- 61 384	- 10 921	- 50 463	462,06
Participation des salariés aux résultats (VII) Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	6 310 988	6 427 475	- 116 487	- 1,81
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 859 755	6 548 379	311 376	4,76
5. EXCEDENT OU DEFICIT	- 548 767	- 120 904	- 427 863	353,89

ANNEXE COMPTABLE

INFORMATIONS GENERALES

Par arrêté du 10 avril 2003 (JO du 19-4-2003) l'ISIT est reconnu par l'Etat en tant qu'établissement d'enseignement supérieur.

Article 2 : Cet établissement est autorisé à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur pour une durée de cinq ans à compter du 1er septembre 2017 (arrêté du 3 avril 2017 paru au Bulletin Officiel du 27 avril 2017). A partir de cette date, l'ISIT est autorisé à délivrer un diplôme unique de niveau I, visé par le ministre de l'enseignement supérieur et conférant le grade de master à ses titulaires.

En novembre 2021, l'HCERES a émis un avis favorable relatif à la demande de renouvellement de l'autorisation à délivrer le diplôme visé par l'Etat de l'ISIT. L'audition par le CNESER a eu lieu le 14 décembre 2021. Par arrêté du 30 décembre 2021 le MESRI-DGESIP a renouvelé l'autorisation de l'ISIT à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et conférant le grade de master. Cet arrêté a été publié au BOESRI du 20 janvier 2022.

Par décret du 24 décembre 2021 (JO du 28-12-2021) l'ISIT est reconnu par l'Etat en tant qu'établissement-composante de l'Université Paris-Panthéon-Assas, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental. L'Université Paris-Panthéon-Assas est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Le recteur de la région académique Ile-de-France, chancelier des universités, assure le contrôle administratif et budgétaire de l'établissement.

Le bilan avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31/08/2023 présente un total d'actif ou passif de **7 991 915€** et un résultat déficitaire de **548 767€**.

L'exercice a une durée de 12 mois et recouvre la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023.

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Les effectifs du Programme Grande Ecole sont à la baisse avec 537 étudiants dont 74 apprentis en 22/23 contre 612 étudiants dont 48 apprentis en 21/22, soit une diminution de nombre d'étudiants de 75.

Le partenariat avec l'EFREI dans le cadre du programme Bachelor continue à se développer avec une augmentation du nombre d'étudiants de 75 en 2023 contre 44 étudiants en 21/22.

L'activité du CFA propre à l'ISIT démarrée en 2021 est en augmentation avec la gestion de 44 apprentis en 22/23 contre 28 apprentis en 21/22. L'appartenance de l'ISIT en tant qu'UFA au CERFAL a permis de financer 25 contrats d'apprentissage en 22/23 contre 20 contrats en 21/22.

La nouvelle Directrice Générale est entrée en fonction début septembre 2022.

La mise en place d'une organisation des ressources humaines plus en phase avec la stratégie de développement de l'activité. Le Directeur général adjoint et de directeur des services généraux sortants n'ont pas été remplacés. La promotion interne a été favorisée. La nouvelle directrice financière a pris ses fonctions fin avril 2023 en remplacement du directeur financier démissionnaire, occupant aussi la responsabilité des services généraux et des ressources humaines.

L'ISIT a fait appel à un mandataire Ad'hoc dans le but de réviser à la baisse la forte augmentation du loyer du campus d'Arcueil intervenue en décembre 2022. Les négociations n'ont pas abouti.

Le développement de l'activité continue avec des partenariats au niveau national et international ainsi que la création de nouveaux modules de formation adaptés au marché de l'emploi.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'Association sont établis en conformité avec les nouvelles dispositions du règlement 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

PERMANENCE DES METHODES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices intangibilité du bilan d'ouverture
- Nominalisme (valeur des coûts historiques)
- Prudence (produits réalisés, charges réalisées et probables)
- Non-compensation entre actif et passif ou entre produits et charges
- Bonne information
- Importance relative (présentation des éléments dont la non-connaissance pourrait avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs des états financiers).

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

La méthode des coûts par composant est appliquée.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

	<i>Valeur brute début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Valeur brute fin d'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	273 450 €	40 506 €		313 956 €
Immobilisations corporelles - terrain	841 750 €	0 €		841 750 €
Immobilisations corporelles - construction	702 750 €	0 €		702 750 €
Immobilisations corporelles - agencements/matériel	6 248 257 €	91 786 €		6 340 043 €
Immobilisations financières	231 697 €	18 450 €		250 147 €
Immobilisations en cours	25 270 €	0 €	25 270 €	0 €
TOTAL	8 323 174 €	150 741 €	25 270 €	8 448 645 €

Les acquisitions sur 22/23 portent sur la refonte du site internet ISIT pour 40 506€ dont 25 270 € comptabilisés en travaux en cours en 2022, des équipements réseau pour 81 063€ et du matériel de visioconférence pour les salles de formation d'un montant de 10 723€

Une réévaluation de 18 449 € du dépôt de garantie du loyer du bâtiment à Arcueil augmente ce denier à 250 147€ au 31/08/2023. Le dépôt est réévalué chaque année suivant l'évolution de l'indice du coût de la construction.

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	<i>Valeur cumulée début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Valeur cumulée fin d'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	271 990 €	5 582 €		277 572 €
Immobilisations corporelles - terrain	0 €	0 €		0 €
Immobilisations corporelles - construction	480 000 €	24 750 €		504 750 €
Immobilisations corporelles - agencements/matériel	3 536 672 €	382 008 €		3 918 680 €
Immobilisations financières	0 €	0 €		0 €
TOTAL	4 288 662 €	412 340 €	0 €	4 701 002 €

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation :

- Structure (gros œuvre, charpente) 25 à 50 ans
- Façades, étanchéité, couverture 15 à 20 ans
- Menuiseries extérieures 15 à 20 ans
- Serrurerie et électricité 10 à 15 ans
- Installations générales et techniques scellées 10 à 15 ans
- Agencements intérieurs (cloisons carrelages) 10 à 15 ans
- Equipements lourds de restauration 8 à 12 ans
- Mobilier de bureau 5 à 10 ans
- Matériel pédagogique hors informatique 3 à 5 ans
- Matériel de bureau hors informatique 3 à 5 ans
- Matériel informatique ou de reprographie 1 à 3 ans
- Logiciels 1 à 4 ans

En cas de risque de non-remboursement, les immobilisations financières font l'objet d'une provision pour dépréciation.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances clients s'élèvent à **716 483€** au 31/08/23 contre 348 267€ au 31/08/22, en augmentation de 368 215€ correspondant principalement au montant des factures à établir sur les contrats d'apprentissage au 31/08/23

Les autres créances pour **260 098€** sont également en augmentation par rapport à 21/22 pour 109 377€ correspondant à des produits à recevoir dans le cadre de projets internationaux sur 22/23.

Le total des créances douteuses s'élève à 284 785 € au 31/08/2023 contre 91 798 € au 31/08/2022, soit une augmentation de 192 987 € qui correspond à un réajustement du montant des créances clients présentant un risque d'insolvabilité sur les exercices antérieurs et sur l'exercice 22/23.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute à l'actif est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les valeurs mobilières de placement (Contrat de capitalisation) sont inscrites au bilan au 31/08/2023 pour une valeur comptable de **1 267 187€**. Il s'agit de la valeur (d'achat) du capital, les plus-values latentes n'étant pas comptabilisées.

La valorisation réelle du contrat est de 1 589 728€ au 30/09/2023.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute.

FONDS PROPRES

	<i>Valeur brute début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Valeur brute fin d'exercice</i>
Réserve pour investissements	3 882 111 €	0 €	120 904 €	3 761 207 €
Réserve : constitution fonds de roulement	603 484 €	0 €		603 484 €
Résultat de l'exercice (excédentaire / déficitaire)	-120 904 €	0 €	427 863 €	-548 767 €
TA affectée aux investissements	877 279 €	0 €		877 279 €
Reprise matériel pédagogique	-847 357 €	0 €		-847 357 €
Subvention UFA	0 €	0 €		0 €
Reprise subvention TA UFA	0 €	0 €		0 €
TOTAL	4 394 613 €	0 €	548 767 €	3 845 846 €

L'exercice du 1er septembre 2022 au 31 août 2023 dégage un résultat déficitaire de **576 203€**.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les fonds propres à l'ouverture de l'exercice sont issus d'un dispositif lié à l'organisation de l'apprentissage avant le 01/01/2020. Il s'agit d'une affectation de tout ou partie de la taxe d'apprentissage à des investissements et de sommes reçues de l'ASP.

Amortissements des subventions : les subventions d'investissement issues de la taxe d'apprentissage ou de financement d'investissement Erasmus sont reprises au résultat au même rythme que les actifs qu'elles ont financés.

Engagement de conservation : Le bénéficiaire doit conserver les biens acquis pendant dix ans.

DON VERNON

Le legs "de Vernon" ayant été dévolu à l'Institut Catholique de Paris et accepté par celui-ci, la quote-part de l'ISIT dans le "fonds de Vernon" n'est pas enregistrée en comptabilité.

Aux termes de la convention de Vernon, les revenus distribués au titre du capital investi dans un fonds commun de placement dédié à l'ICP et géré par la Société Générale, doivent être affectés à l'octroi de bourses aux étudiants et au financement d'outils et de moyens pédagogiques.

Les revenus distribués par le FCP ICP sont de 4 082 € en mars 2006.

Aucun revenu n'a été distribué depuis. Le compte « fonds de Vernon » s'élève à 4 082 € au 31 août 2023.

PROVISIONS

Une provision pour risques et charges est constituée chaque fois que le droit d'un tiers la justifie, même si la réalisation est incertaine.

TABLEAU DES PROVISIONS

	<i>Valeur début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Valeur fin d'exercice</i>
Provisions IDR	111 017 €	0 €	18 508 €	92 510 €
Provisions pour risques	54 360 €	48 754 €		103 114 €
Provisions pour charges	0 €	0 €		0 €
Provisions pour dépréciations des créances	76 477 €	126 053 €		202 530 €
TOTAL	241 854 €	174 806 €	18 508 €	398 153 €

a. Provision pour indemnités de départ à la retraite :

Le montant de la charge des indemnités de départ à la retraite (IDR) est évalué à chaque exercice. Les seuils des indemnités selon l'ancienneté sont définis par la convention collective, soit celle de l'Enseignement Privé Indépendant et sont appliqués dans le calcul au 31/08/2023.

L'hypothèse retenue est le départ à l'initiative du salarié, donc avec charges sociales.

Le droit acquis est provisionné à 100 % pour les salariés de plus de cinquante ans, 60 % pour les salariés de quarante à cinquante ans et 10 % pour les moins de 40 ans. La provision pour IDR au 31/08/2023 s'élève à **92 510€**.

b. Provision pour risques :

- Provision pour risque sur le contrat CERFAL :

Pour rappel, Le bilan établi pour le CERFAL et la région chaque année civile affectait les charges d'apprentissage selon une clef de répartition par rapport aux dépenses totales. Ces charges étaient plafonnées par rapport au coût défini au préalable par la région. Toute collecte de taxe supérieure aux dépenses était considérée comme un « report à nouveau ». Historiquement le CERFAL a permis à ses UFAs, dont l'ISIT, de conserver ces reliquats de taxe dans certaines limites pour appuyer la trésorerie. Ce dispositif ayant pris fin au 31/12/2019, la région peut exiger le reversement de l'ensemble des reliquats du CERFAL. Le montant du reliquat attribuable à l'ISIT s'élevait à **84 478€**. Le CERFAL a souhaité obtenir le versement de cette somme.

Un accord a été conclu entre le CERFAL et l'ISIT pour défaire l'ISIT de tout engagement de versement de ce reliquat en contrepartie d'un maintien des relations contractuelles sur 3 ans. L'engagement de l'ISIT envers le CERFAL devrait prendre fin sur l'exercice 23/24.

Le risque de reversement du reliquat au CERFAL compte tenu d'un avoir sur les frais de gestion émis par le CERFAL pour la somme de 30 118€ au 31/12/2020 a été évalué à **54 360€**. Une provision pour risque a été comptabilisée en charges exceptionnelles pour ce montant dans les comptes clos au 31/08/2021.

- Provision pour risque sur les contrats d'apprentissage

6 contrats d'apprentissage sur l'exercice 22/23 sont toujours en attente d'accords de prise en charge des OPCO au 31/08/2023. Une provision correspondant à la totalité de ces contrats a été comptabilisée pour **48 754€**

c. Provision pour dépréciation des créances douteuses :

Des provisions pour dépréciation des créances douteuses étaient comptabilisées pour 76 477 € au 31/08/2022. Elles ont été augmentées d'une provision de **126 053€** au 31/08/2023 pour atteindre un total de **202 530€**. Cette augmentation fait suite à un ajustement du calcul de la provision pour créances douteuses permettant de mieux apprécier le risque d'insolvabilité des créances.

DETTES FINANCIERES

TABLEAU DES DETTES FINANCIERES

Etat des emprunts et dettes financières	Date de Fin	Montant souscrit	Total du capital restant dû	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Travaux d'aménagement Arcueil - Société Générale	25/11/2022	2 000 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Prêt Garanti par l'Etat - Société Générale	18/03/2027	600 000 €	538 525 €	148 505 €	390 020 €	0 €
TOTAUX		2 600 000 €	538 525 €	148 505 €	390 020 €	0 €
Emprunts souscrits en cours d'exercice						
Emprunts remboursés en cours d'exercice	117 178 €					
Montant des intérêts de l'exercice	5 799 €					

Un emprunt de **2 000 000€** a été souscrit auprès de la Société Générale en février 2015 pour le financement des travaux du nouveau bâtiment à Arcueil. A titre de garantie, une hypothèque a été prise sur le local de la rue d'Assas.

Le prêt a été soldé le 25 novembre 2022.

Un emprunt (Prêt Garanti par l'Etat) de **600 000€** a été souscrit auprès de la Société Générale le 18 mars 2021 afin de faire face aux conséquences financières de la pandémie du COVID-19. Cet emprunt bénéficie de la garantie de l'Etat et d'un différé de 12 mois de remboursement.

Le 11 janvier 2022, une durée additionnelle d'amortissement a été prise sur 5 ans dont 1 an de décalage de remboursement du capital. Le remboursement du capital a débuté le 18/04/2023 et se terminera le 18/03/2027, soit 48 mensualités de **12 950€** dont 460 € d'intérêts et 214 euros de primes de garantie.

Au titre de l'exercice 22/23 L'ISIT a réglé sur le Prêt garanti par l'Etat, 69 472€ représentant 61 425€ de capital, 5 426€ d'intérêts et 2 568€ de prime de garantie

AVANCES ET ACOMPTES RECUS

Les avances et acomptes reçus sur les frais de scolarité 23/24 au 31/08/2023 s'élève à **1 826 334€** (total versé par 357 étudiants) contre un montant d'avances et acomptes sur les frais de scolarité 22/23 au 31/08/2022 de 1 889 085 € (total versé par 368 étudiants) soit une diminution de 62 751€ entre les deux exercices.

DETTES

Toutes les autres dettes sont à moins d'un an.

INFORMATIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

TABEAU DES RESSOURCES

€	2022-2023	2021-2022	Variation
Produits de scolarité (formation initiale)	4 078 694 €	4 731 957 €	-653 262 €
Subvention du ministère	464 035 €	463 998 €	37 €
Produits d'apprentissage	796 022 €	377 787 €	418 235 €
Produits des activités annexes (location de salles)	180 611 €	223 011 €	-42 401 €
Mobilités internationales (Erasmus)	268 874 €	197 766 €	71 108 €
Produits de formation professionnelle	242 944 €	195 833 €	47 111 €
Autres subvention UE (Parlement Européen)	115 408 €	52 645 €	62 763 €
Reprises provisions	18 508 €	29 939 €	-11 431 €
Subvention CVEC	24 484 €	24 602 €	-118 €
Formations internationales (programmes courts)	9 664 €	23 950 €	-14 286 €
Autres subventions (Région Ile de France)	26 402 €	22 751 €	3 651 €
Subvention taxe apprentissage	27 436 €	36 907 €	-9 471 €
Produits de gestion des frais de scolarité	18 854 €	21 804 €	-2 950 €
Transfert de charges	0	15 362 €	-15 362 €
Autres produits d'exploitation	8 993 €	4 002 €	4 991 €
Produits de gestion	28 031 €	2 691 €	25 341 €
Produits exceptionnels	0	1 684 €	-1 684 €
Dons — Mécénats	550 €	638 €	-88 €
Produits financiers	1 478 €	148 €	1 330 €
Autres subventions	0	0 €	0 €
TOTAL	6 310 988 €	6 427 475 €	-116 487 €

INFORMATIONS RELATIVES AUX EFFECTIFS SALARIES

	Au 31/08/23	Au 31/08/22
Effectif du personnel non-cadre en ETP	17	8.46
Effectif du personnel cadre en ETP	32	33.6
Total	50	42.06

INFORMATIONS RELATIVES AUX REMUNERATIONS

Conformément à la Loi n 2006-586 du 23 mai 2006 art.20 :

Aucun membre du Conseil d'Administration, notamment le Président, le Trésorier et le Secrétaire, ne perçoit une rémunération ni un avantage en nature dans le cadre de leur fonction. Les rémunérations annuelles des trois plus hauts cadres salariés s'élèvent à **238 591 €**.

INFORMATIONS RELATIVES AUX BOURSES ISIT

L'ISIT poursuit sa politique sociale depuis plus de 10 ans par les bourses du fonds de solidarité de l'ISIT attribuées aux étudiants les plus nécessiteux. Les attributions sont décidées lors des commissions de bourses tenues entre juin et octobre de chaque année. Le Conseil d'Administration de l'ISIT vote un montant annuel d'attribution au fonds de solidarité, issu des fonds propres de l'Association.

Au 31/08/2023, le compte de résultat de l'exercice constate les bourses octroyées aux étudiants comme suit :

TABLEAU DES BOURSES ISIT

	Au 31/08/2023	Au 31/08/2022	Variation	%
Bourses attribuées par commissions de l'ISIT	162 940,00 €	182 380,00 €	-19 440 €	-11%
Bourses d'urgence - autres attribuées par l'ISIT	0,00 €	0,00 €	0 €	
Montant total des bourses attribuées par l'ISIT	162 940,00 €	182 380,00 €	-19 440 €	-11%
Nombre d'étudiants bénéficiant des bourses de l'ISIT	86	115	-29	-25%
Montant moyen de la bourse	1 895 €	1 586 €	309 €	19%

Le montant total des bourses octroyé sur l'exercice s'élève à **162 940€**, en baisse de 11% par rapport à 21/22. Cependant le montant moyen des bourses attribué pour 1 895€ est en hausse de plus de 19% par rapport à 21/22 compte tenu de la baisse du nombre de bénéficiaires de 25% passant de 115 étudiants en 21/22 à 86 étudiants en 22/23.

INFORMATIONS RELATIVES AUX BOURSES D'AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE

L'ISIT attribue également des bourses aux mobilités internationales à. travers les financements obtenus de l'Union Européenne (Erasmus+) et le Conseil Régional Ile-de-France.

En 2022-2023, les bourses attribuées dans le cadre de ces financements représentaient un total de **201 988€** :

189 153€ pour les mobilités en zone Union Européenne financées par l'Union Européenne (Erasmus+),

12 835€ pour les mobilités internationales financées par le Conseil Régional d'Ile-de- France : Bourse Aide à la Mobilité Internationale des Etudiants (AMIE).

INFORMATIONS RELATIVES AU CREDIT BAIL

Objet	Fournisseur	Montant du Contrat	Durée du contrat*	Echéance trimestrielle	Charges 2022-2023	Dernière Échéance
Photocopieurs	KONICA		61 mois	1 918 €	7 675,00 €	01/10/2025